

L'Adresse

J'aimerais ajouter, pour continuer ma réponse, que chaque dollar qu'on investit en recherche et développement permet la création d'emplois.

M. Lorne Nystrom (Qu'Appelle, NPD): Madame la Présidente, je voudrais commencer par féliciter la nouvelle députée de Louis-Hébert pour son discours à la Chambre.

J'ai une question à lui poser. J'ai souvent visité la grande ville de Montréal et je me souviens qu'il y a vingt ans, Montréal était la première ville du Canada qui prospérait beaucoup, etc. Depuis les derniers vingt ans, il y a eu beaucoup de chômage et de pauvreté et pourtant, il y a, à Québec, un gouvernement du Parti québécois depuis longtemps.

Pourquoi, avec ce gouvernement du Parti québécois, y a-t-il maintenant à Montréal une chute dans les emplois, une augmentation de la pauvreté et la fin de la prospérité? Est-ce qu'elle a une explication? C'est triste, parce que Montréal était, à un certain moment, la première ville du Canada.

Mme Hélène Alarie: Madame la Présidente, ma réponse sera effectivement très brève, parce que s'il n'y avait pas eu toutes ces coupures dans les transferts aux provinces, peut-être que la pauvreté se ferait moins ressentir dans la région de Montréal.

M. Denis Coderre (Bourassa, Lib.): Madame la Présidente, je réitère encore mes félicitations pour votre nomination, et je partagerai mon temps de parole avec le député de Scarborough-Centre.

C'est avec une fierté non dissimulée que je me retrouve aujourd'hui en cette honorable Chambre à titre du nouveau député libéral de Bourassa. Vous savez sans doute que j'ai été défait dans trois élections avant de remporter celle du 2 juin. Toutes ces années d'efforts m'ont d'ailleurs valu le surnom de M. Ténacité. Mes collègues d'en face auront sûrement l'occasion de le constater très bientôt, si ce n'est déjà fait.

En effet, le 2 juin dernier, la population de Bourassa s'est donné, pour la première fois depuis quatre ans, un vrai député, une véritable voix fédéraliste à la Chambre des communes, un vrai représentant qui saura défendre ses intérêts et faire valoir son point de vue devant ce Parlement.

Donc, mes premiers mots en cette Chambre seront pour remercier chaleureusement les électeurs de Bourassa qui m'ont permis de réaliser un rêve, celui de les représenter au Parlement du Canada.

Les contribuables de la merveilleuse circonscription de Bourassa, au Québec, m'ont élu pour participer à l'édification du Canada de l'an 2000, à l'édification du Canada de nos enfants, au Canada de mes enfants, c'est-à-dire un Canada résolument tourné vers l'avenir, un Canada fort et uni. C'est ce que je m'emploierai à faire au cours des quatre ou cinq prochaines années.

Le mandat que m'a confié la population de Bourassa, sachez que je le prends très au sérieux et aussi très à cœur, car je suis conscient de toute la responsabilité et de toute la confiance que ces gens ont investies en moi.

• (1140)

C'est dans cet esprit que j'ai l'intention d'apporter ma contribution, aussi humble soit-elle, à la réflexion du lien de confiance qui doit exister entre les élus et leur concitoyens dans une démocratie en santé.

Si j'ai demandé la parole en cette vénérable Chambre aujourd'hui, c'est pour parler des priorités de notre gouvernement. D'ailleurs, certains de mes collègues de l'autre côté de la Chambre auraient intérêt à ouvrir leurs oreilles. Ils pourraient apprendre comment on doit s'y prendre pour projeter ce pays au-delà de l'an 2000.

Mes distingués collègues d'en face nous ont souvent reproché de ne pas s'être présentés devant l'électorat avec un cahier de promesses rempli d'engagements destinés à résoudre tous les problèmes du Canada. Si nous l'avions fait, personne ne nous aurait crus et nous n'aurions pas été réélus majoritairement, comme ce fut le cas le 2 juin dernier.

Si nous avions prétendu que tous les problèmes peuvent être réglés par le gouvernement fédéral, nous aurions menti effrontément. Nous avons préféré nous concentrer sur quelques priorités claires, essentielles, sur lesquelles il nous est possible d'agir avec vigueur.

Vous vous rappelez sans doute l'état lamentable dans lequel se trouvaient les finances du pays il y a quatre ans. Ai-je besoin de rappeler qu'en l'espace d'un mandat, le ministre des Finances, mon collègue Paul Martin, y est allé d'un incroyable redressement. À tel point que nous atteindrons enfin l'équilibre budgétaire, le déficit zéro, plus tôt que prévu.

Il est dorénavant possible de penser à réinvestir dans les programmes sociaux. D'ailleurs, le gouvernement du Canada va accroître son aide financière aux provinces par rapport au niveau budgété. Nous déposerons en effet un projet de loi qui portera à 12,5 milliards les paiements en espèces annuels garantis aux provinces et aux territoires dans le cadre du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Voilà certes de bonnes nouvelles pour tous les Canadiens et les Canadiennes. Les taux d'intérêt sont les plus bas depuis 30 ans, l'inflation est maîtrisée, le dollar est stable et l'investissement s'accroît constamment. Même les consommateurs recommencent à croire dans la vitalité de notre économie et c'est très bon signe.

La bonne nouvelle au sortir de cette période difficile de rationalisation, c'est qu'en faisant le ménage pour réduire les coûts, nous avons également changé nos méthodes et nos approches pour améliorer les résultats. L'aboutissement des réformes que nous avons entreprises et que nous poursuivons encore, ce n'est pas seulement de sauver de l'argent, mais c'est d'en avoir pour notre argent, de se payer les services dont les Canadiens et les Canadiennes ont vraiment besoin, avec flexibilité et efficacité.

En bout de piste, nous avons fait tous ces changements pour développer un modèle moins dispendieux, mais aussi un modèle plus moderne et plus performant. Maintenant que notre santé financière collective s'améliore progressivement, il nous faut mettre de l'avant un plan d'action pour l'avenir.

Le plan d'action du gouvernement libéral est construit sur notre grande priorité, celle de l'emploi, celle de faire en sorte que le

L'Adresse

diagnostic de bonne santé que l'on voit dans les statistiques se reflète également dans la qualité de vie de tous les citoyens. C'est pourquoi nous entendons consacrer encore beaucoup d'efforts au développement des opportunités d'emploi, principalement chez les jeunes.

Nous avons une jeunesse dynamique, instruite, prête à prendre la relève et à participer au développement du Canada. Nous devons faire en sorte de maintenir un climat propice pour lui faire une place au soleil. C'est en ce sens que le premier ministre a annoncé, la semaine dernière, en cette Chambre, la création de la Bourse du millénaire pour venir en aide aux jeunes.

Notre gouvernement consacrera 800 millions de dollars pour stimuler l'emploi chez les jeunes au cours des prochaines années. Ça, c'est du concret, du solide, pas des promesses en l'air. Avec les indicateurs économiques qui annoncent une relance durable de la consommation, toutes les conditions de base sont maintenant réunies pour que le secteur privé augmente son niveau d'embauche. Mais pour occuper des emplois de plus en plus spécialisés, il faut d'abord et avant tout une formation appropriée. C'est à ce niveau-là que notre gouvernement entend consacrer ses énergies.

Nous sommes convaincus que nous pouvons agir pour que le plus grand nombre possible de Canadiens et de Canadiennes soit prêt à occuper les emplois qui se créent dans les secteurs de pointe. C'est dans cette perspective que nous avons décidé des réformes à apporter à l'assurance-emploi. C'est aussi dans cette perspective et pour faire preuve de la souplesse nécessaire que nous avons conclu une entente avec le gouvernement du Québec pour s'assurer que les mesures d'aide à la formation soient gérées plus près des gens, la preuve que le fédéralisme, ça marche.

Enfin, c'est dans cette voie que se dirigent les changements que nous envisageons apporter aux mesures de soutien financier aux familles. Nous allons à cet effet augmenter la contribution fédérale à la prestation fiscale pour enfants d'au moins 850 millions de dollars au cours de notre mandat.

Permettez-moi de conclure en résumant nos priorités pour les quatre prochaines années. Nous nous engageons à bâtir un pays prospère, en prenant appui sur des politiques responsables et prudentes et dont l'objectif est la diminution du sous-emploi et de la pauvreté des enfants, un pays en santé, et apte à le demeurer avec des services de santé mieux organisés.

À ces deux grandes priorités, je me dois d'en ajouter une troisième sans laquelle aucun progrès notable dans la réalisation des deux premières n'est possible.

• (1145)

C'est pourquoi notre troisième priorité est de promouvoir l'unité du pays et c'est aussi pourquoi nous avons choisi le bon moyen d'y parvenir: gouverner sagement, offrir à tous les Canadiens un bon gouvernement, flexible, honnête et performant, un gouvernement qui maintient le cap dans la tempête, un gouvernement qui gère sainement les deniers publics et qui agit pour éliminer le déficit et la dette.

Je sais que notre gouvernement abordera toute la question de l'unité nationale dans un esprit de collaboration et de partenariat avec les provinces. Nous prendrons toutes les mesures pour faire du Canada un pays fort et uni.

Les gens de Bourassa, comme tous les Québécois et tous les Canadiens, veulent un système fédéral qui fonctionne mieux et qui répond à leurs besoins. Je me ferai personnellement, au cours de ce mandat, le fier promoteur des intérêts du Québec à l'intérieur du Parti libéral du Canada et un ardent militant du fait français dans ce pays.

Enfin, de façon toute particulière, notre détermination de bien servir nos concitoyens québécois se traduit dans notre volonté d'agir pour aider la grande région de Montréal à compléter la transition vers la nouvelle économie. Dans le paysage économique montréalais, par delà les statistiques de chômage et de pauvreté, il y a néanmoins plein de bonnes nouvelles.

On retrouve partout dans la région métropolitaine des entreprises qui innovent, qui s'emparent de nouveaux marchés, qui prennent de l'ampleur, bref, qui embauchent. Meilleure nouvelle encore: il ne s'agit pas exclusivement d'entreprises dans des secteurs de haute technologie. Dans le textile, le tourisme, la vente de détail et les soins à domicile, on trouve des entreprises qui tirent leur épingle du jeu et qui embauchent des gens.

Notre gouvernement est d'avis que la meilleure façon de pallier les pertes d'emplois dans les secteurs en perte de vitesse, c'est encore tout simplement d'encourager la création d'un plus grand nombre de nouveaux emplois dans les secteurs en émergence.

Nous avons déjà investi considérablement dans le soutien à la recherche et dans le renouvellement des infrastructures et nous avons l'intention de poursuivre notre rôle de soutien et de catalyseur de l'économie montréalaise au cours des prochaines années.

Le changement, la prospérité, la responsabilité, la flexibilité et l'honnêteté; voilà la meilleure garantie d'un Canada uni où les Québécois, comme moi, peuvent être fiers d'être ce qu'ils sont, des Canadiens à part entière.

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac—Mégantic, BQ): Madame la Présidente, le nouveau député de Bourassa, qui occupait jusqu'à tout récemment le poste de directeur général adjoint de son parti au Québec, le Parti libéral du Canada, a dit qu'il était efficace, bon et souhaitable d'établir un lien de confiance entre le député de Bourassa et ses électeurs, entre le Parti libéral du Canada et les électeurs canadiens.

Il serait extrêmement difficile d'établir un lien de confiance, alors que l'ensemble de la députation dans ce Parlement n'a pas beaucoup de crédibilité auprès de l'électorat. Selon un sondage paru l'année dernière, à peine 4 p. 100 de l'électorat démontraient un niveau de confiance envers les députés.

Le député de Bourassa parlait de promesses; non tenues, dois-je lui rappeler. Je lui signale que son gouvernement avait promis, à l'élection de 1993, d'abolir la TPS: promesse non tenue. Il s'engageait également à mettre sur pied un réseau de garderies à 5,00 \$ d'un océan à l'autre: promesse non tenue.

Comment peut-il croire qu'il pourrait susciter un lien de confiance, alors qu'hier, en grande manchette dans tous les quotidiens du Canada, on dévoilait que des collecteurs de fonds du Parti libéral sillonnaient le Québec en tordant les bras d'hommes d'affaires pour amasser des fonds pour la dernière campagne électorale, pas à coups de 5 \$, 10 \$ ou 50 \$, mais à coups de 10 000 \$, 50 000 \$, 100 000 \$, alors qu'on sait très bien que lorsque la famille Bombardier, par exemple, ou lorsque la CIBC versent 100 000 \$ au Parti libéral, c'est pour en retirer le quintuple. Ce n'est pas un placement qui rapporte un taux d'intérêt de 3 p. 100, c'est pour en retirer davantage.

Le lien de confiance que le député de Bourassa souhaite établir entre les électeurs et les députés est très difficile lorsqu'il y a des hommes et des femmes dans le Parti libéral qui agissent de cette façon.

Antérieurement, le Parti conservateur avait vécu certains problèmes, mais aujourd'hui, malheureusement, c'est le Parti libéral. Et l'ex-directeur général de ce parti au Québec n'a sûrement pas donné l'exemple en voulant créer un certain lien de confiance, comme il se gargarise si bien de si beaux mots.

● (1150)

M. Denis Coderre: Cela me fait rire, madame la Présidente, parce que, parlant de crédibilité, si on regarde les faits, j'ai gagné par 9 000 voix de majorité. Le Bloc québécois a perdu, au niveau du vote populaire, plus de 500 000 voix. On a augmenté le nombre de députés du Québec. On est partout dans la région du Québec ou à peu près. Les fédéralistes ont eu une majorité de voix, par rapport aux 38 p. 100 de voix de l'autre côté.

Si le député a des allégations à faire, s'il a de nouveaux faits—parce que moi aussi, cela me touche, ça nous touche tous comme parlementaires—s'il a des faits nouveaux à apporter, il y a présentement une enquête de la GRC qui se fait à la demande même du ministre des Ressources humaines, selon le communiqué de presse, eh bien, qu'il le dise. Qu'on arrête de lire les journaux et de faire certaines allégations. S'il a des faits, qu'il se retire de la Chambre, pour ne pas profiter de son immunité parlementaire, s'il a des noms, qu'il les fasse connaître. Cela fait 15 ans que je suis au Parti libéral du Canada, je connais tout le monde. Mais s'il peut citer des noms, qu'il le fasse. Moi, je n'ai jamais été au courant de cela, d'ailleurs, ça m'écoeure quand je vois ce genre de choses. . .

M. Jean-Guy Chrétien: Es-tu prêt à mettre ton siège en jeu?

M. Denis Coderre: Madame la Présidente, si le député de Frontenac a des faits nouveaux, qu'il les amène. Le lien de confiance, on l'a établi, nous. Le député d'Anjou—Rivière-des-Prairies a gagné avec près de 8 000 voix, j'ai gagné par 9 000 voix. Dans le comté d'Ahuntsic, on a gagné par plus de 10 000 voix. On a choisi la création d'emplois, l'investissement, la crédibilité financière au lieu de la vieille cassette.

Ils ont tellement fait jouer leur disque, il est tellement vieux, pour reprendre une vieille expression des Cyniques, un groupe humoristique des années 1970, qu'on entend l'autre côté. C'est épouvantable.

L'Adresse

J'espère, pour le bien-être de toute cette Chambre, s'il a des noms, parce qu'il semble qu'il sait des choses, qu'il sorte de la Chambre, qu'il fasse un «scrum», une conférence de presse, car j'aimerais aussi savoir qui ramasse de l'argent. Cela aidera tout le monde.

[Traduction]

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux de pouvoir me joindre aujourd'hui au débat sur le discours du Trône, à l'ouverture de la 36^e législature.

Je voudrais d'abord remercier les habitants de Scarborough-Centre de m'avoir fait confiance encore une fois en votant pour moi. C'est un privilège et un honneur pour moi de les avoir représentés durant la 35^e législature. Si je suis de nouveau ici pour la 36^e législature du Parlement du Canada, c'est à eux que je le dois et je les en remercie. Je m'engage à faire encore une fois de mon mieux pour porter leurs préoccupations à l'attention de notre honorable assemblée. Je veux aussi remercier les bénévoles qui ont travaillé pour moi, car sans leur appui et leur engagement, nous ne serions pas parvenus à nos fins avec autant de succès.

Je profite aussi de l'occasion pour remercier mon personnel, composé de Costas, Effy, Sandra et Kathy, qui ont assuré le fonctionnement efficace de mon bureau pour qu'il reste au service des électeurs durant la campagne électorale. Je remercie également toute ma famille, en particulier mes deux soeurs, Nomike et Kathy, de leur affection et de leur soutien. Je remercie très spécialement le président de notre circonscription, M. Emie Chaplin, de son dévouement et de son soutien sans faille.

Enfin, je ne dois surtout pas oublier de remercier mes enfants, Irene, Paul et Daniel, ainsi que ma compagne et épouse bien-aimée, Mary, à qui je dis «Merci, Kohani, de ton amour et de ton soutien; tu es mon rocher de Gibraltar.»

Depuis le début du débat, la semaine dernière, un bon nombre de députés ont parlé du discours du Trône. Ils ont soulevé beaucoup de questions et cité beaucoup de chiffres. Ils ont disséqué, analysé et commenté le discours du Trône selon leur point de vue. Je suis sûr que tous les députés à la Chambre respectent les points de vue de leurs collègues, qu'ils soient d'accord ou non avec eux.

Nous nous réunissons tous en cette enceinte pour tenir des débats, faire part de notre position et faire connaître les questions d'intérêt pour notre circonscription et notre région. Comme le temps ne le permet pas, je ne veux pas me lancer dans une analyse en profondeur pour signaler que, lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir en 1993, le taux de chômage s'élevait à 11,5 p. 100 alors qu'il n'est plus qu'à 9 p. 100, et toujours à la baisse, comme nous le savons tous; que nous avons hérité d'un déficit de 42 milliards de dollars d'un gouvernement conservateur qui n'avait jamais respecté ses objectifs budgétaires; ou encore que nous avons hérité d'un pays si affaibli à tous les égards qu'on nous considérerait comme une économie du tiers monde. Notre filet de sécurité sociale tombait en morceau et ne nous permettait plus de répondre à nos besoins immédiats, sans parler des besoins futurs.